

RÉGIME
ADMINISTRATIF ET FINANCIER
DES COMMUNES.

OUVRAGE DU MÊME AUTEUR

QUI SE TROUVE CHEZ LES MÊMES LIBRAIRES.

*RECUEIL méthodique et raisonné des Lois et Règlements sur la voirie,
les alignements et la police des constructions.*

PARIS. — IMPRIMERIE DE FAIN ET THUNOT,
Rue Racine, n° 28, près de l'Odéon.

A

RÉGIME

ADMINISTRATIF ET FINANCIER

DES COMMUNES,

OU

RÉSUMÉ PRATIQUE
DES RÈGLES DE LA LÉGISLATION ET DE LA JURISPRUDENCE
EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION COMMUNALE,

SUIVI

DU RECUEIL DES NOUVELLES INSTRUCTIONS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
SUR LA COMPTABILITÉ ET LES AUTRES PARTIES DE CE SERVICE;

PAR H.-J.-B. DAVENNE,
Chef de la section administrative des communes au Ministère de l'Intérieur.

PARIS.

CARILIAN-GOEURY ET V^{rs} DALMONT,
LIBRAIRES DES CORPS ROYAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES;
Quai des Augustins, nos 39 et 41;
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE PARIS
ET DES DÉPARTEMENTS.

—
1870.

A

ИЗЪ БИБЛИОТЕКИ
ГРАФА В. ПАНИНА.

RÉGIME

ADMINISTRATIF ET FINANCIER

DES COMMUNES.

INTRODUCTION.

Les principes généraux de la législation qui régit les communes ont été mis récemment en lumière par de savantes dissertations dans le sein des chambres (1) ; plusieurs auteurs, justement estimés, en ont fait la matière de traités spéciaux et de haut enseignement aujourd'hui fort répandus. Nous pouvons donc considérer ces principes comme suffisamment éclaircis, et nous dispenser de les reproduire dans cet ouvrage, dont le but n'est pas de discuter l'origine et les droits du pouvoir municipal, mais seulement de résoudre les points douteux et d'aplanir, s'il se peut, les difficultés que présente fréquemment, dans la pratique, l'exécution des lois et règlements sur l'administration communale.

De tout temps cette branche importante de notre organisation administrative a été l'objet de la sollicitude des gouvernements qui se sont succédé, comme l'attestent les nombreuses dispositions qui l'ont réglementée, et qui, pour la plupart, empreintes à un certain degré du caractère politique propre à chaque régime,

(1) Les rapports présentés par M. Vivien à la chambre des députés, et par M. le baron Moumier à la chambre des pairs, sont particulièrement précieux à consulter.

offrent de fréquentes contradictions et une confusion inévitable. La loi du 21 mars 1831 sur l'organisation des corps municipaux, et celle du 18 juillet 1837, qui détermine leurs attributions, y ont introduit des améliorations incontestables ; mais cette législation nouvelle laisse subsister, sur beaucoup de points, les règles antérieures, résultant, soit de lois, de décrets ou d'ordonnances non entièrement abrogés, qui sont épars dans le Bulletin des lois, soit d'avis du conseil d'état et d'instructions trop peu connus, soit enfin de nombreuses décisions ministérielles rendues dans des cas spéciaux et qui font jurisprudence.

Il ne pouvait donc qu'être utile de résumer et de réunir en corps de doctrine toutes les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur sur les différentes parties du service communal, en y rattachant la solution des questions que soulève l'application des règles générales à chaque cas particulier. Tel est le but que nous nous sommes proposé en publiant cet ouvrage, qui ne traite que de l'administration des communes proprement dite, et par là nous entendons spécialement le mode de création et d'emploi des ressources affectées aux dépenses communales, c'est-à-dire, uniquement ce qui concerne les intérêts financiers de la commune en même temps que l'accomplissement de ses obligations légales.

Ainsi, nous ne nous occuperons ni de la police municipale, qui ferait seule la matière d'un livre, et sur laquelle il existe déjà des traités très-complets, ni des attributions des maires comme délégués du pouvoir central, ni des questions d'organisation municipale. Nous ne parlerons pas non plus des actions judiciaires, des partages, des modes de jouissance, des affouages, des droits d'usage et de vaine pâture, etc., toutes matières qui sortent du cercle ordinaire des questions purement administratives et financières dans lesquelles nous avons dû nous renfermer.

Le plan de notre travail se trouvait naturellement tracé par la loi du 18 juillet 1837. C'est simplement en effet un commentaire des art. 30, 31 et 32 de cette loi que nous avons entrepris de présenter, en donnant, sous un titre correspondant à chacun